



PRIVATISATION DES AÉROPORTS

Une véritable menace pour les
travailleurs, les travailleuses
et le public canadien

WWW.IAMUNION.CA



IAM
LE SYNDICAT



À propos du syndicat de l'IAM

Le syndicat de l'IAM, anciennement connu sous le nom de l'Association internationale des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale, est l'un des plus grands et des plus diversifiés syndicats industriels en Amérique du Nord, représentant environ 600 000 membres actifs et retraités dans les secteurs de l'aérospatiale, de la défense, des compagnies aériennes, du chemin de fer, du transport en commun, de la santé, de l'automobile et d'autres industries – dont plus de 15 000 dans le secteur de l'aviation au Canada et 200 000 dans le secteur de l'aviation en Amérique du Nord dans son ensemble.

Au Canada, nous représentons la majorité des agents de contrôle préembarquement responsables de la sécurité des aéroports pour le compte de l'ACSTA et de Transports Canada, ainsi que de nombreux travailleurs et travailleuses de la sécurité et des services aéroportuaires à travers le pays.

Nos membres incluent des employés d'Air Canada, Air Transat, Bearskin Airlines, Keewatin Air, Swissport, TGAS, AOSS, Smarte Carte, Wasaya Airlines, Paladin, WestJet, Menzies, et d'autres.



La privatisation nous menace tous

Privatisation = Licenciements

La privatisation met les emplois en danger. Lorsque les aéroports passent du public au privé, les investisseurs privés cherchent souvent à réduire les coûts de main-d'œuvre pour augmenter leurs profits — ce qui entraîne des licenciements, une réduction des avantages sociaux et des conditions de travail instables.

Rien qu'à l'aéroport international Toronto Pearson, plus de 50 000 emplois directs pourraient être touchés, dont plus de 10 000 membres du syndicat de l'IAM qui assurent le bon fonctionnement et la sécurité des opérations aéroportuaires.

La privatisation menace non seulement les moyens de subsistance des travailleurs et des travailleuses, mais aussi la qualité et la sécurité des services dont dépendent les Canadiens.

Privatisation = Hausse des coûts pour les voyageurs

Lorsque les aéroports sont privatisés, les opérateurs privés augmentent les frais pour maximiser leurs profits, et ce sont les voyageurs qui paient davantage.

Ce transfert réduit les revenus fiscaux du gouvernement et les revenus des autorités aéroportuaires, tout en affaiblissant les compagnies aériennes canadiennes.

Lorsque les coûts augmentent, ce sont les voyageurs qui en subissent les conséquences, pas les entreprises.

Privatisation = Pas de revenus pour le gouvernement

Actuellement, les aéroports canadiens sont publics et génèrent des revenus importants pour le gouvernement fédéral grâce aux loyers, aux frais et à d'autres contributions.

Ces fonds sont réinvestis dans des services publics qui profitent à tous les Canadiens.

Si les aéroports sont privatisés, cette source stable de revenus publics disparaît et est remplacée par des profits qui reviennent à des investisseurs privés, souvent étrangers, ce qui se traduit par moins d'argent pour les Canadiens et davantage de profits pour les entreprises.

Privatisation = Moins de voyageurs canadiens

La hausse des tarifs aériens poussera les passagers à se rendre dans des aéroports américains à proximité pour économiser de l'argent — une tendance déjà observable aujourd'hui.

Si les coûts continuent d'augmenter, cette “fuite transfrontalière” s'aggravera, privant les aéroports canadiens d'affaires et mettant en danger la solidité de notre secteur aérien.

Comment pouvez-vous aider à lutter contre la privatisation des aéroports ?

Plaidez pour la propriété publique et les aéroports à but non lucratif

- Soutenez le maintien du modèle à but non lucratif pour les aéroports canadiens, afin que les opérations aéroportuaires privilégient les passagers, les travailleurs, travailleuses et l'intérêt public plutôt que les actionnaires.
- Encouragez l'amélioration du modèle aéroportuaire existant sans privatisation, comme la modernisation des installations, l'augmentation de l'efficacité et l'investissement dans les infrastructures.

Permettez aux aéroports d'investir dans leurs propres opérations

- Autorisez les autorités aéroportuaires à emprunter des fonds en supprimant la restriction selon laquelle les aéroports doivent être sans dettes à la fin de leur bail. Cela permettra aux aéroports d'investir dans la modernisation des installations et l'amélioration de l'expérience des passagers.
- Veillez à ce que le gouvernement fédéral réinvestisse les revenus collectés par la taxe sur la sécurité des passagers aériens (TSPA) dans les opérations aéroportuaires, afin de renforcer la sécurité, réduire les files d'attente et soutenir les fonctions quotidiennes des aéroports.

Protégez les emplois de la classe moyenne dans les aéroports

- Soulignez que de nombreux postes aéroportuaires sont des emplois de classe moyenne. La privatisation risque de provoquer des licenciements, compromettant la sécurité de l'emploi et affaiblissant la classe moyenne, ce qui va à l'encontre des promesses de la renforcer.

Discutez avec les députés libéraux et encouragez-les à voter contre tout projet de loi soutenant la privatisation des aéroports.

- Les expériences au Royaume-Uni et en Australie montrent que la privatisation augmente les coûts et nuit aux travailleurs et travailleuses aéroportuaires.
- Seuls 3 des 30 principaux aéroports internationaux sont entièrement privés, soulignant que la propriété publique reste la norme mondiale.

Position du syndicat de l'IAM sur la privatisation

Le syndicat de l'IAM au Canada s'oppose fermement à la privatisation des aéroports.

David Chartrand, vice-président général du syndicat de l'IAM au Canada, a exprimé de vives inquiétudes face à l'insistance croissante du gouvernement fédéral en faveur de la privatisation du secteur aérien canadien, avertissant que de telles mesures *“profiteraient aux entreprises privées au détriment des travailleurs et des travailleuses canadiens et du public”*. Il a ajouté : *“La privatisation compromettra également la qualité des services dont dépendent les Canadiens, allant des frais plus élevés à une accessibilité réduite. Il ne s'agit pas seulement des travailleurs et des travailleuses — c'est toute l'industrie aérienne canadienne qui est concernée. Nous ne pouvons pas permettre que les profits passent avant l'intérêt public.”*



Dans une lettre au Premier ministre Mark Carney, Chartrand a souligné la position ferme de l'IAM contre toute initiative ou projet pouvant entraîner la privatisation des aéroports canadiens.

Veillez lire la lettre de David Chartrand au Premier ministre Mark Carney à la page suivante.

Le 5 novembre, 2025

Monsieur Mark Carney
Bureau du Premier ministre
80 Rue Wellington
Ottawa, ON K1A 0A2

Cher Monsieur Carney,

Au nom de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (IAM Le Syndicat), je vous écris pour exprimer notre forte opposition à toute proposition ou plan pouvant entraîner la privatisation des aéroports au Canada.

L'IAM représente des milliers de travailleurs et de travailleuses dans le secteur de l'aviation, y compris les agents de bord, pilotes, agents de piste, ingénieurs en maintenance aéronautique, techniciens de maintenance, agents du service à la clientèle et autres personnels essentiels. Nos membres constatent directement le rôle crucial que jouent les aéroports pour relier les Canadiens, soutenir les économies régionales et assurer la sécurité et l'efficacité de notre réseau de transport. Il ne s'agit pas simplement d'entreprises commerciales — il s'agit d'infrastructures publiques essentielles qui doivent rester sous gestion publique.

Dans le Budget 2025, page 100, le gouvernement du Canada a ajouté la mention suivante : “Le gouvernement envisagera également des options pour la privatisation des aéroports.” La privatisation des aéroports canadiens met en péril l'intérêt public à long terme au profit d'un gain à court terme. L'expérience internationale a montré que les aéroports privatisés entraînent souvent des frais plus élevés pour les passagers et les compagnies aériennes, une qualité de service réduite et une baisse des normes de travail. Cela affaiblirait également la capacité du gouvernement fédéral et des collectivités locales à s'assurer que les opérations aéroportuaires servent le bien public plutôt que les profits des actionnaires.

L'IAM croit que les aéroports canadiens doivent continuer à fonctionner comme des actifs publics, responsables devant les Canadiens, avec un réinvestissement axé sur la sécurité, la durabilité et le service — et non sur le profit des entreprises. Nous vous exhortons à rejeter toute proposition menant à la privatisation et à soutenir plutôt le renforcement de notre système aéroportuaire public par un financement équitable, une gouvernance transparente et un engagement significatif avec les travailleurs, travailleuses et leurs syndicats.

Nous serions heureux d'avoir l'occasion de discuter davantage de cette question et de partager les perspectives des travailleurs et des travailleuses qui assurent chaque jour le fonctionnement sûr et efficace des aéroports canadiens.

Nous vous remercions de l'attention portée à cette question importante.

Cordialement,

David Chartrand

Vice-président général

Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale - IAM Le Syndicat
Territoire Canadien

NOUS RENDONS JUSTICE AUX TRAVAILLEURS ET AUX TRAVAILLEUSES DU CANADA DEPUIS 1890



IAM
LE SYNDICAT

Suivez-nous sur : IAMUnionCanada



Bureau :

18, rue Wynford, bureau 310
Toronto (ON)
M3C 3S2

Numéro de téléphone :

416 386 1789

Courriel:

info@iamaw.ca